



UNE SUISSE À GUICHETS FERMÉS

AGEFI - 08.05.2026

«VOTER NON LE 14 JUIN NE REVIENT PAS À NIER CES DÉFIS. C'EST REFUSER UNE SOLUTION SIMPLISTE ET RISQUÉE À UN PROBLÈME COMPLEXE.»

À première vue, l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» a quelque chose de rassurant. Une limite précise digne d'un reporting financier: comme si la démographie nationale pouvait se gérer comme un budget bien tenu, avec une ligne «habitants» à ne pas dépasser. On imagine déjà l'Office fédéral de la statistique distribuer des tickets numérotés à la frontière. Le dix-millionième entrant? Désolé, complet.

En réalité, la population suisse n'augmente pas par lubie, mais parce que l'économie en a besoin. Depuis longtemps, la croissance s'est accompagnée d'une immigration ciblée, souvent qualifiée, venue combler des pénuries bien réelles. Hôpitaux, EMS, PME industrielles ou grandes banques: tous recrutent au-delà des frontières, faute de ressources suffisantes sur notre marché intérieur.

Plafonner la population revient donc, dans les faits, à limiter le potentiel économique. Une sorte de politique monétaire appliquée à la main-d'œuvre: restrictive par principe, indépendamment de la conjoncture. Or une économie dynamique fonctionne précisément à l'inverse. Quand la demande augmente, l'offre doit pouvoir suivre. Sinon, les tensions apparaissent non seulement sur le marché du travail, mais aussi sur les prix, les délais et, in fine, sur la compétitivité de notre pays.

Les partisans de l'initiative invoquent des infrastructures saturées, des loyers élevés et des trains bondés. Le diagnostic n'est pas dénué de fondement et il est certain que ces problématiques doivent trouver des solutions. Mais le remède proposé ressemble à un raccourci dangereux: traiter des problèmes de politique d'aménagement ou de transport par une restriction générale de la population, c'est comme freiner la croissance d'une entreprise parce que la cafétéria est pleine à midi.

Le point le plus alarmant est la remise en cause de la libre circulation des personnes et, par effet domino, des accords bilatéraux avec l'Union européenne qui tomberont. Autrement dit, l'initiative introduit une incertitude majeure dans l'environnement économique suisse donc exactement ce que les investisseurs, les entreprises et les marchés détestent le plus. D'ailleurs, rappelons qu'aucun pays démocratique ne fixe un plafond strict de population.

La Suisse doit évidemment réfléchir à son développement durable et à la qualité de vie de sa population. Voter non le 14 juin ne revient pas à nier ces défis. C'est refuser une solution simpliste et risquée à un problème complexe, en préservant ce qui fait, précisément, la force de notre modèle suisse: sa liberté d'entreprendre par sa capacité d'adaptation.